

COHABITER AVEC LES SANS-ABRI : REGISTRES D'APPRÉHENSION ET FORMES DE COHABITATION

[Thibaut Besozzi](#), [Hervé Marchal](#)

Érès | « [Espaces et sociétés](#) »

2022/3 n° 186-187 | pages 155 à 171

ISSN 0014-0481

ISBN 9782749275710

DOI 10.3917/esp.186.0155

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2022-3-page-155.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Érès.

© Érès. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



Cohabiter avec les sans-abri : registres d'appréhension et formes de cohabitation

Thibaut Besozzi
Hervé Marchal

Cet article entend analyser les relations entre les « gens de la rue », ou plutôt les « gars de la rue »¹, et de multiples acteurs amenés, d'une façon ou d'une autre, à cohabiter avec eux. Plus précisément, il est question de partir de celles et ceux qui cohabitent au jour le jour avec cette figure de l'altérité radicale pour rendre compte de toute l'épaisseur des dynamiques interactionnelles qui se donnent à voir dans de multiples situations que nous avons observées à Nancy selon la démarche ethnographique présentée ensuite.

Thibaut Besozzi, docteur en sociologie, université de Bourgogne-Franche-Comté, Laboratoire interdisciplinaire de recherche Sociétés, sensibilités, soins (LIR3S), UMR 7366 CNRS, thibaut.besozzi@u-bourgogne.fr.

Hervé Marchal, professeur de sociologie, université de Bourgogne-Franche-Comté, Laboratoire interdisciplinaire de recherche Sociétés, sensibilités, soins (LIR3S), UMR 7366 CNRS, herve.marchal@u-bourgogne.fr.

1. Tout au long de l'article, nous employons l'expression « gars de la rue » pour désigner les sans domicile fixe (SDF), sans-abri et autres personnes précaires logées qui occupent l'espace public quotidiennement. Signalons que ce sont des termes employés par les gens de la rue eux-mêmes et que si l'expression privilégie la forme masculine, c'est parce que très peu de femmes vivent sans abri : dans la ville étudiée, elles représentent moins de 10 % des sans-abri selon les statistiques locales.

C'est dire si c'est moins l'identification *ab initio* de profils de cohabitants qui nous intéresse que les *situations de cohabitation* où, justement, cohabitent de fait de multiples acteurs avec ceux – et rarement celles – qui se dénomment eux-mêmes très souvent « les gars de la rue ».

D'un point de vue plus proprement analytique, l'ambition de rendre visibles différents *registres d'appréhension* de l'autrui radical a présidé à l'observation de situations de cohabitation plus ou moins (in)déterminées (Dewey, 1993). Car ce qui se joue en partie dans les situations de cohabitation que nous avons observées, c'est bien l'articulation de divers modes d'identification de ceux qui incarnent une étrangeté généralement vue comme extrême ; c'est, pour être encore plus précis, la conjugaison de divers « formats » de considération de l'autre (Conein, 2005, p. 103-106) ou de différents « cadres » et « opérations de cadrages » (Goffman, 1991 ; Benford et Snow, 2000) se rapportant en l'occurrence aux sans-abri. C'est que l'autre singulier, aussi étranger et démuné soit-il, est toujours susceptible d'être conjugué au pluriel, dans une plus ou moins large mesure toutefois comme nous le montrons dans cet article.

La mise en évidence de registres d'appréhension situés permet de dessiner les contours de *formes de cohabitation* qui, à l'image des formats de considération de l'autre qui les sous-tendent ou les accompagnent, s'enchevêtrent, se succèdent et se conjuguent au quotidien, ici avec plus ou moins de cohérence, ailleurs avec confusion. Là où on pourrait être enclin à voir des correspondances hâtives, des liens de causalité mécaniques entre tel groupe de cohabitants et tel registre d'appréhension de l'autre, il faut souligner que des ambivalences et de l'incertitude se donnent à voir. En outre, les cohabitants observés (commerçants, habitants, bénévoles, intervenants sociaux, membres des forces de l'ordre) peuvent bien évidemment être en eux-mêmes tiraillés entre différents formats de désignation des plus démunis ; c'est dire s'ils ne s'inscrivent pas *ipso facto* dans un cadre spécifique et unique d'appréhension de l'autre. D'où le non-sens de chercher à construire un cohabitant épistémique réduit *in fine* à ce qu'on veut en voir et figé dans quelque catégorie ou type que ce soit, aussi idéal soit-il (Bizeul, 2006). De même, il n'est pas question ici de chercher à dévoiler une essence cachée ou un canevas définitif des formes de cohabitation.

Les situations vécues, tant par les gars de la rue, par leurs cohabitants que par le chercheur, sans être dépourvues de contraintes objectives (rapports de domination, stigmatisations institutionnelles, stéréotypes culturels...), ne peuvent être vues uniquement comme le résultat de causes extérieures ou le pendant de déterminismes : le présent en action s'y déroule, certes dans un espace de fortes contraintes, mais sans pour autant apparaître mécaniquement formaté. À cet égard, on l'a dit, seule une approche par immersion ethnographique nous permet d'accéder à l'épaisseur des relations entre les gars de la rue

et leurs cohabitants. C'est pour cela que nous nous sommes immergés² dans la vie quotidienne des plus démunis durant huit mois – entre septembre 2017 et avril 2018 – en développant des liens affinitaires personnalisés avec ceux qu'il convient de nommer « nos informateurs » (Céfaï, 2003 ; 2010).

L'engagement ethnographique va plus loin que la simple observation *in situ* (Leroux et Neveu éd., 2017) : il s'agit bien d'accéder à la chair des moments qui composent la trame quotidienne du monde de la rue. En nous présentant d'abord comme écrivain, puis comme sociologue, nous avons participé aux activités quotidiennes des gars de la rue et surtout pris part à leurs relations ou, pour être plus précis, à leurs situations de cohabitation. C'est ainsi que nous avons passé plus de 300 heures dans la « Zone » (Beauchez, Bouillon et Zeneidi éd., 2017) en compagnie de nos informateurs, d'abord lorsqu'ils faisaient la manche, puis dans leurs groupes de sociabilité, pour ensuite pouvoir les suivre au sein des espaces publics et des parkings souterrains, à la gare et dans des squats, et les accompagner jusque dans les locaux des services sociaux lorsqu'ils s'y rendaient : accueil de jour, services de distribution alimentaire, centres d'hébergement, centres d'aide et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARUD)... Nous avons ainsi rencontré plus de 200 personnes et compilé des informations sur une centaine d'entre elles, tandis qu'une cinquantaine d'entretiens a été menée de manière formelle ou informelle (Bruneteaux et Lanzarini, 1998), ce qui a permis de mettre des mots sur des cohabitations souvent troublées.

Après avoir analysé les relations entre des commerçants et les gars de la rue, nous nous focalisons sur les situations d'interaction entre des habitants – qui se muent parfois en bénévoles – et nos informateurs. Nous examinons ensuite les rapports qu'entretiennent avec eux les intervenants sociaux, considérés dans toute leur diversité (éducateurs spécialisés et assistants de service social de l'accueil de jour et du Samu social, personnels médico-sociaux, surveillants de nuit...). Enfin, nous nous intéressons aux cohabitants que représentent les agents de régulation de l'ordre public (polices ferroviaire, nationale et municipale, surveillants de parkings, vigiles...) qui interagissent avec les sans-abri présents dans l'espace public.

2. Les deux auteurs de l'article sont impliqués dans la recherche, mais seul Thibaut Besozzi a réalisé l'enquête de terrain.

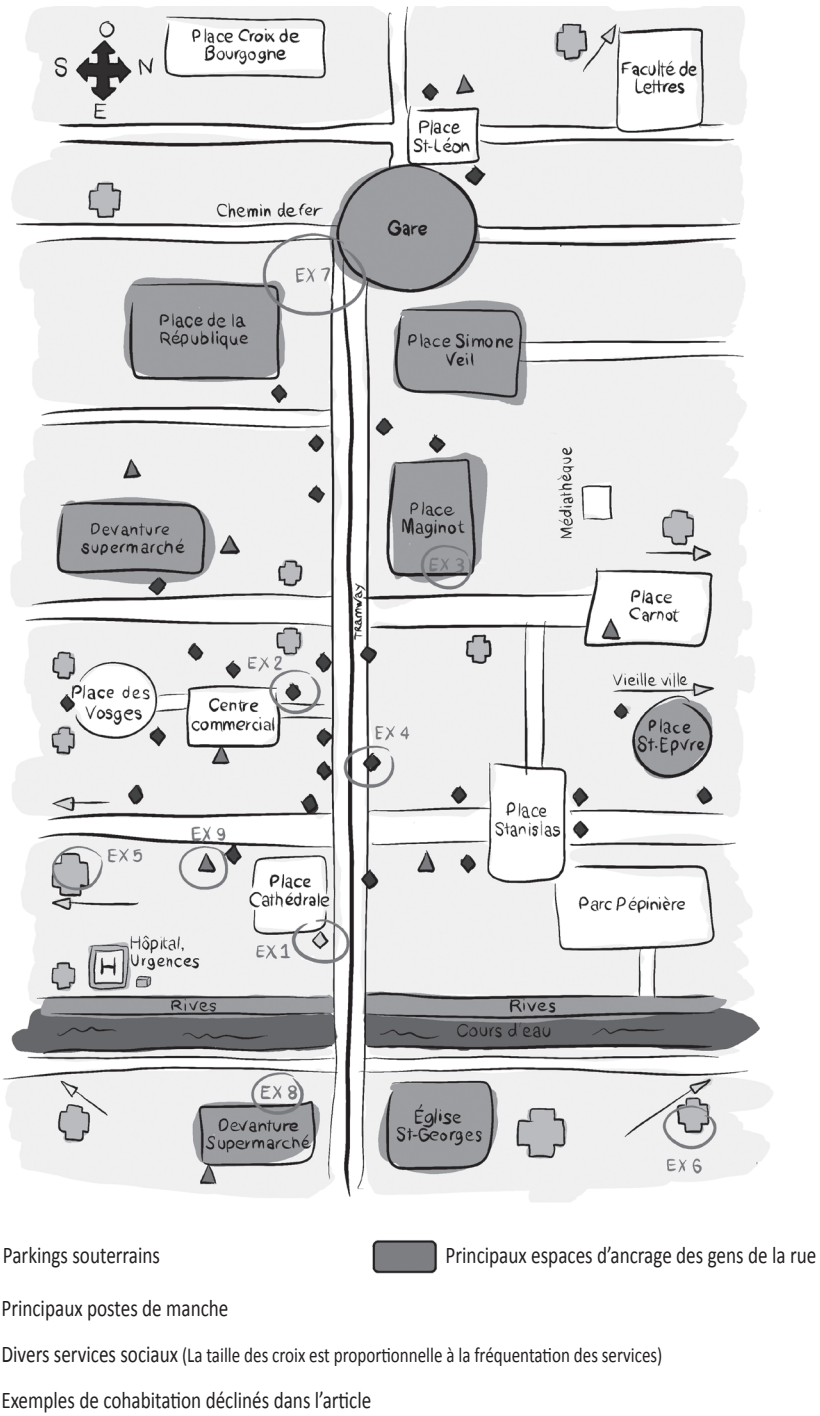


Figure 1. Schéma de la Zone à Nancy

Source : Maxime Toussaint

DES COMMERÇANTS SOUCIEUX DE DÉFENDRE LEURS INTÉRÊTS, MAIS NÉANMOINS AFFECTÉS

Les commerçants se retrouvent, de fait, engagés dans les situations de cohabitation avec les gars de la rue. Comme on peut s'y attendre, ils entrent très souvent en confrontation avec les sans-abri et les personnes qui y sont assimilées, soit directement soit par l'entremise de réclamations adressées à la mairie en raison de la « lutte des places », pour reprendre les mots de Michel Lussault (2009, p. 12), qui les oppose à des publics « dont la présence n'est pas très bonne pour les affaires », comme nous l'avons entendu de façon récurrente. Pourtant, force est de constater que les commerçants attestent de formes de solidarité ponctuelle avec des gars de la rue, surtout quand ils commencent à les percevoir, jour après jour, davantage comme des personnes singulières que comme de simples SDF. L'amorce de conversations pour trouver un compromis (temps de la manche, place occupée...), lors de situations somme toute peu ou « non structurées » (Remy, 2020, p. 53-56), marque souvent le début d'une relation où peuvent se dessiner de fragiles, mais réels accords.

Les cohabitants que sont les commerçants s'inscrivent à la fois dans un registre d'appréhension relevant de l'hostilité, voire de la répression, et dans un autre plus proche de la personnalisation, teintée d'affects le cas échéant. Ces formats de considération d'autrui n'étant d'ailleurs pas exclusifs l'un de l'autre, il faut prendre acte d'une potentielle porosité entre eux. C'est notamment ce que met en lumière cette scène vécue avec Fred (35 ans)³, alors que nous faisons la manche avec lui devant un bureau de tabac du centre-ville (voir figure 1, exemple 1). Bien que Fred entretienne apparemment de bons rapports avec le buraliste de son coin de rue – qui lui accorde le droit de mendier juste à côté de la porte d'entrée de son commerce –, celui-ci peut également le déloger sans ménagement dès lors qu'il juge que le temps passé à mendier dépasse les limites que les deux protagonistes s'étaient fixées. C'est ainsi que, au moment où l'heure de la fermeture du bureau de tabac approche, le commerçant sort une poubelle de son local et la dépose indécemment à côté de Fred, presque sur ses genoux. Assis à ses côtés et surpris par cet acte qui semble hostile, nous demandons à Fred ce qu'il en pense : « Non, non... C'est normal, il est chez lui ! Qu'est-ce que tu veux que je dise ? Il me laisse venir ici souvent, alors quand il gueule, je me barre et puis c'est tout... » On le voit, le buraliste et Fred cohabitent de manière intermittente ou, plutôt, alternante : tantôt pacifiée, tantôt tourmentée.

Quant au cas de Christophe (50 ans), il illustre plus nettement les rapports d'entraide et d'interconnaissance qui peuvent naître entre commerçants et gars de la rue. Christophe fait régulièrement la manche dans un passage, à la sortie d'un vaste centre commercial localisé au centre-ville, plus précisément

3. Le prénom des protagonistes a été modifié pour protéger leur anonymat.

sur le trottoir en face de la terrasse d'un bistrot très fréquenté (voir figure 1, exemple 2). Il s'installe presque chaque après-midi à cet endroit où le flux de badauds est dense, déposant rituellement son sac à dos à sa droite, une casquette devant lui où brillent quelques pièces de monnaie, tandis que son chien somnole sur une couverture à sa gauche. Comme tant d'autres gars de la rue, Christophe a ses habitudes et ses horaires (Pichon, 1992). Si bien qu'il est désormais connu des commerçants du coin, et que certains le tutoient, connaissent son prénom et s'enquêtent même parfois de sa santé. Ainsi, si des commerçants sont indifférents à sa présence, pour ne pas dire hostiles, on observe que d'autres, comme les tenanciers du bistrot mentionné précédemment, lui apportent quotidiennement un café et un peu de nourriture, sans compter qu'ils lui laissent recharger son téléphone portable dans leur local. Il faut dire que Christophe vient ici depuis plusieurs mois et se montre prolixe lorsqu'on discute avec lui. C'est une cohabitation sereine et pacifiée qui se dessine à travers le temps, laquelle peut non seulement ouvrir sur un format d'appréhension personnalisant, mais également humanisant (Marchal, 2013) puisqu'il devient possible de dépasser l'échelle de la singularité individuelle pour appréhender celle de la commune humanité faite de besoins humains, tellement humains tels que manger, boire, dormir.

Mais à partir du moment où les gars de la rue se réunissent quotidiennement sur une place fréquentée de la ville pour bavarder, boire de l'alcool et mener leurs (petits) trafics⁴, la cohabitation devient franchement impossible et rappelle l'importance de l'espace en tant que tel, en plus de la durée et de la dynamique collective inhérente à tout rassemblement. Il en va ainsi pour le groupe de Joey (41 ans) et de Lolo (45 ans) qui a pris l'habitude de se retrouver sur la place Maginot, à proximité des commerces qui s'y trouvent (restaurants, brasseries, hôtels). Les gars de la rue s'asseyent sur un muret ou les marches de l'église adjacente, quand ils ne se tiennent pas debout (voir figure 1, exemple 3). Ce groupe rassemble parfois plus d'une douzaine de personnes autour desquelles s'agitent quelques chiens, tenus en laisse ou non : boissons alcoolisées et joints de cannabis sont à peine dissimulés alors qu'éclats de voix et échauffourées se produisent régulièrement. En pareil cas, les commerçants, réunis au sein d'un comité de quartier, dénoncent une présence qu'ils jugent préjudiciable à leur activité marchande et n'hésitent pas à requérir l'intervention de la police municipale ou nationale pour évincer les « indésirables ». À n'en pas douter, c'est bien ici le registre de la répression et de la sécurité qui s'impose à travers une forme de cohabitation de fait avortée et conflictuelle. À ce titre, les gars de la place ne sont pas identifiés en tant que personnes singulières, mais bien plus *en tant que* « trafiquants », « toxicomanes », « SDF »... Bref, en tant que perturbateurs indésirables réduits à des attributs identitaires

4. Il s'agit principalement de la consommation et parfois la revente de cannabis, de cocaïne, d'ecstasy et de médicaments de la famille des benzodiazépines.

catégoriels. Mais là encore, notre immersion au plus près du terrain montre que tout n'est pas si simple, car, après avoir discuté avec des commerçants, il s'avère que tous n'appréhendent pas nos informateurs selon cet unique registre. Pour preuve, l'un d'entre eux, restaurateur, accepte de changer les tickets-restaurant en argent⁵, de prêter ses toilettes durant les heures creuses et, parfois, de garder des affaires derrière son comptoir. Lors des altercations avec la police, il lui arrive même de « faire l'intermédiaire » avec le groupe, selon ses propres mots, en tentant d'apaiser les échanges inévitablement tendus. De telles relations hospitalières et médiatrices ont néanmoins leurs limites et il arrive à ce commerçant de changer d'avis et d'attitude « quand ils [les SDF] vont trop loin ». Registres personnel-affectif et sécuritaire-répressif s'enchevêtrent ainsi dans un irréductible mouvement traversé par deux formes plus générales de cohabitation : accordée, d'une part, (très) contrariée ou tourmentée, d'autre part.

DES HABITANTS DIVERS ET PLURIELS, INDIFFÉRENTS ET SENSIBLES

Un autre groupe de citoyens cohabite directement avec nos informateurs : les habitants. Si la majorité d'entre eux témoigne d'un registre d'appréhension des plus démunis empreint d'indifférence, lequel va de pair avec les « rapports de trafic » (Hannerz, 1983, p. 136-138) et l'anonymat typiques de l'urbanité (Joseph, 1998), il n'en reste pas moins que tout ne se résume pas, en l'occurrence, à une cohabitation, sinon indifférente, du moins furtive. Car en plus de faire mine de n'avoir pas vu les sans-abri qui font la manche et donc de s'inscrire dans un registre d'« inattention civile » caractéristique de la vie sociale au sein des espaces publics (Goffman, 2013, p. 74), certains habitants s'inscrivent dans un format d'appréhension franchement plus hostile en invectivant sans vergogne nos informateurs. C'est ce que révèle cette expérience maintes fois vécue lorsque nous faisons la manche dans les rues commerçantes du centre-ville en compagnie d'un informateur. Un passant s'énerve de sa sollicitation et rétorque tout en poursuivant son chemin : « Toi, va travailler déjà ! On verra après si je te donne ! » Ces propos nous rappellent combien coprésence ne rime pas toujours avec cohabitation, ou proximité spatiale avec proximité sociale.

Mais là encore l'analyse des situations de cohabitation avec les habitants ne peut se contenter de ces seuls constats. Car certains des habitants témoignent de logiques d'identification plus personnalisées et de registres de considération empreints de familiarité, laissant apparaître une forme de cohabitation à la fois pacifiée et individualisée. En effet, dans la mesure où les gars de la rue

5. Cette pratique, à la limite de la légalité, n'est pas uniquement désintéressée : si les gars de la rue obtiennent un ticket-restaurant en faisant la manche, ils peuvent certes le « transformer » en monnaie, mais ils n'obtiennent qu'une partie du montant. Généralement, le commerçant donne environ 7 € pour un ticket de 10 €, si bien que chaque partie y trouve son compte.

déployaient leur vie quotidienne dans l'espace public du centre-ville, souvent de manière routinisée (Besozzi, 2021), ils sont amenés à voir et à revoir des personnes qui sont d'abord considérées comme des passants, puis éventuellement comme des « clients » et, enfin, lorsque l'interconnaissance se développe, comme des « habitués »⁶. Ainsi en est-il pour Julien (38 ans) qui fait systématiquement la manche au même endroit de l'artère commerçante de la ville (voir figure 1, exemple 4). Dans ce renforcement que constitue le palier d'un local commercial à louer, à force d'interactions furtives et de discussions qu'il arrive à initier grâce à son humour et à sa loquacité, Julien est parvenu à être connu et reconnu par plusieurs habitants du quartier qui, du coup, s'arrêtent volontiers quand ils le retrouvent dans « son coin » (Gaboriau, 1993, p. 120). À l'instar de Fred et d'autres, Julien n'hésite pas à blaguer avec les passants : « Ah, quel joli couple vous faites [lancé à deux jeunes gens se donnant la main] ! Tu sais que tu peux marquer des points avec elle si tu me donnes la pièce [rires] ? » De la sorte, Julien en vient à être considéré personnellement par des habitants qu'il appelle d'ailleurs par leur prénom, et qui l'appellent en retour par son prénom, ce qui relève d'un registre d'appréhension affectif et familial. Engagé au moment où une habitante sort de son domicile situé à deux mètres de là où nous sommes assis en train de mendier, ce dialogue en dit long sur l'interconnaissance et l'individualisation des relations entre Julien et certains résidents du quartier : « Salut, Martine, comment ça va aujourd'hui ? Tu as vu ce temps de merde... ? Et tes enfants, ça va ? » Ce à quoi l'intéressée répond : « Ah, salut Julien ! Bah, oui, ça va écoute, et toi ? Ils vont bien les gosses, oui, je vais les chercher d'ailleurs là ! À tout à l'heure. » C'est bien une forme de cohabitation personnalisée et pacifiée qui s'exprime alors visiblement.

Pour leur part, Jeff (38 ans), Lucio (38 ans) et Serge (40 ans) ont chacun noué des liens singuliers avec des passantes, des femmes d'un âge avancé qui, au fur et à mesure des rencontres, leur ont proposé de les aider à trouver un logement. Lucio et Serge ont d'ailleurs fini par emménager dans l'appartement vacant de l'une d'entre elles, appartement qu'ils ont d'abord sous-loué avant d'en acquérir le droit au bail. Dans leur cas, c'est bien la personnalisation des liens qui a favorisé l'émergence d'une forte solidarité et d'une cohabitation à la fois apaisée, solidaire et constructive. À cet égard, il importe de souligner que Jeff comme Lucio et Serge, au demeurant, sont plutôt réticents à accepter l'aide qui leur est proposée par les professionnels de l'assistance sociale. Ils ne recourent que ponctuellement à leurs services, qu'ils critiquent en raison de la teneur administrative des rapports qui y domineraient : « On y est traités comme des numéros. » Dès lors, l'aide proposée par une passante

6. « Clients » et « habitués » sont deux termes employés par les sans-abri caractérisant les citadins qu'ils connaissent et croisent régulièrement. Les « clients » sont des passants qui donnent régulièrement une pièce, tandis que les « habitués » sont des habitants qui s'arrêtent fréquemment pour discuter, rendre un service et/ou faire un don.

– qui se mue progressivement en bénévole à mesure que les liens s'individualisent – est perçue plus positivement et donc acceptée. Ils ont alors le sentiment d'être aidés en tant que personnes et non pas « parce que c'est leur boulot [aux travailleurs sociaux] ». Le registre affectif et personnel s'oppose ici au cadre bureaucratique et impersonnel, sur lequel nous revenons à propos des travailleurs sociaux, dans la suite de cet article.

La pluralité des registres de considération de l'autre démunie et leur articulation chez un même individu s'expriment très clairement dans le cas de Sandra (27 ans), une habitante qui a hébergé Bertrand (30 ans) chez elle pendant près de deux mois. Sandra a rencontré Bertrand alors que nous faisions la manche avec lui. Se disant « militante pour les droits de l'homme », elle a l'habitude de s'arrêter discuter avec les sans-abri qu'elle croise dans la rue. Elle distribue d'ailleurs parfois des denrées alimentaires qu'elle récupère çà et là. Si elle identifie dans un premier temps nos informateurs à travers leurs catégories d'appartenance supposées comme celles de « pauvres », de « SDF » ou encore de « toxicomanes », il reste qu'avec Bertrand elle en est venue progressivement à les dépasser et, finalement, à se prendre d'affection pour lui, ce qui l'a conduite à l'héberger un temps chez elle. Le format d'appréhension intime et affectif à travers lequel elle appréhende Bertrand atteint son paroxysme lorsqu'elle en « tombe amoureuse » et a des rapports sexuels avec lui. Parallèlement, elle s'efforce, sur un registre plus prescriptif, de lui faire arrêter sa consommation de cocaïne : « J'ai été claire avec lui... Je veux bien qu'il habite chez moi, mais alors il arrête la came. Ça, je ne tolère pas ! Mais il continuait en cachette, dans les toilettes... » Ces ambivalences entre attention extrême et catégorisation aux accents curatifs ont été à l'origine de tensions au sein du couple, se traduisant finalement par une rupture actée par le départ soudain de Bertrand. Lorsque nous rencontrons de nouveau Sandra, force est de constater qu'elle est tiraillée *ex post* entre deux ensembles de formats de considération à l'égard de son ancien protégé : solidaire, affectif et même amoureux d'un côté, prescriptif, sanitaire et répressif de l'autre (à la suite de la disparition de certaines affaires dans son appartement).

DES INTERVENANTS SOCIAUX TIRAILLÉS ENTRE CATÉGORISATION ET PERSONNALISATION

Dans la vie quotidienne des gars de la rue, les intervenants sociaux sont des acteurs incontournables, quand bien même nos informateurs s'efforceraient de ne pas les solliciter. Plus précisément, les professionnels de l'intervention sociale représentent un groupe cohabitant, si ce n'est dans l'espace public, du moins dans les locaux des services sociaux. C'est un registre différent d'appréhension de l'autre qui structure ici très souvent les situations de cohabitation : le registre bureaucratique-administratif qui va de pair avec une forme de cohabitation administrée.

Certes, les travailleurs sociaux ont pour mission d'assurer un accompagnement social individualisé – synonyme de respect de la personne et de ses droits –, mais ils agissent dans le cadre de logiques institutionnelles (règlements intérieurs, injonction à l'autonomie et au « projet », contraintes juridiques, « périmètre d'action »...) présidant *in fine* à leurs missions d'assistance et à leur posture professionnelle (Autès, 1999). Pour avoir longuement fréquenté les services d'urgence sociale dans la ville, « du côté des usagers », comment ne pas souligner que ces derniers sont d'abord désignés et catégorisés *comme appartenant à la catégorie des publics cibles* : « sans-domicile » à l'accueil de jour et à la distribution alimentaire, « toxicomanes » dans les CAARUD ou à la Maison des addictions par exemple. C'est d'ailleurs là une des limites connues des politiques d'intervention « ciblées » (Damon, 2012, p. 227).

À cet égard, le Samu social, qui effectue des maraudes quotidiennes dans l'espace public, cible ses interventions sur les individus visibles ayant l'apparence de sans-abri, de sorte que leur épaisseur identitaire se trouve subordonnée à leur identité sociale alors prédéfinie uniquement en fonction de leur état corporel. Mais là encore, le format d'appréhension affectif et personnel émerge parfois quand la relation aidant/aidé se répète et s'ancre ainsi dans une certaine historicité (Céfaï et Gardella, 2011). L'interconnaissance entre sans-abri et travailleurs sociaux peut mener à la découverte de la singularité qui se cache derrière « l'utilisateur ». Dès lors, ce n'est plus un format catégoriel qui s'impose, mais bien un format individuel fondé sur une relation intersubjective dont il est possible, le cas échéant, de retracer la généalogie. C'est ce que révèlent les relations qu'ont nouées Melinea (48 ans), Guillaume (50 ans) ou encore Victoria (30 ans) avec un ou des travailleurs sociaux. Ils sont en quelque sorte les « préférés » de ces derniers et ne sont dès lors plus appréhendés en tant que sans-domicile, mais bien selon un registre plus individuel et singulier⁷. Cela s'exprime notamment par l'emploi régulier des prénoms (voire de surnoms), par des marques de proximité (tape sur l'épaule, mots de bienveillance, messes basses) ou encore par la mobilisation de passe-droits pour l'accès à l'hébergement d'urgence par exemple. C'est aussi en participant à certaines réunions entre professionnels – où chacun s'exprime sur les situations individuelles des personnes suivies – que nous avons pu saisir ces préférences individualisées : « Oh, Melinea, la pauvre... elle est adorable, on lui laisse une place à la halte de nuit ! » ; « Guillaume, je sais, il a merdé au foyer hier soir... mais bon, il ne fait jamais de vagues, on va pas le mettre dehors quand même ?! »

Contre les discours angéliques qui ont tendance à faire l'éloge hâtif de l'individualisation de la prise en charge, il convient de souligner qu'un registre d'appréhension de l'autre se voulant personnalisé, affectif et sensible comporte des limites, car il peut être synonyme d'un ciblage différencié et arbitraire qui

7. Le fait qu'il s'agisse surtout de femmes, en l'occurrence, doit être souligné, même si nous ne sommes pas en mesure d'affirmer qu'il s'agit d'un facteur déterminant.

renvoie non plus à un public prédéfini, mais à une individualité singulière. Or, la personnalisation des relations n'est pas toujours synonyme de bienveillance et de solidarité, elle peut aussi être le support de jugements moraux plus hostiles. C'est ce dont attestent les exemples de Richard (38 ans) et d'Alice (25 ans) qui, en effet, sont chacun considérés négativement compte tenu de leurs attitudes jugées violentes et de leur toxicomanie (voir figure 1, exemple 5). « Richard ?! Non, je ne veux plus qu'il vienne ici [à l'accueil de jour] tant qu'il ne se sera pas excusé ! On fait pas ce qu'on veut, il est violent et insultant... moi, je ne suis plus d'accord ! », insiste un travailleur social ; « Alice, elle est bien gentille, mais des fois elle abuse, c'est pas la première fois, on la connaît à force... Alors on l'a virée pendant plusieurs jours pour marquer le coup », dit-il encore. Partant, tous deux ont été exclus de l'accueil de jour après des échauffourées et se sont vus dans l'obligation de présenter leurs excuses et de se racheter par de « bons comportements » pour espérer y retrouver une place. On le voit, le registre bureaucratique permet de se protéger d'individus dont on considère qu'ils sont dangereux *en tant que personnes* et autorise, par extension, à les rendre éminemment responsables de leur sort et à les culpabiliser.

Enfin, les surveillants de nuit, relevant du groupe des intervenants sociaux, bien qu'étant proches des agents de régulation de l'ordre public, sont peut-être ceux qui illustrent le mieux le cadre d'appréhension bureaucratico-administratif. En effet, lorsqu'ils se rendent dans les foyers de mise à l'abri⁸, les gars de la rue entrent en contact avec des surveillants dont la principale mission est de réguler les tensions potentielles et d'être en lien avec l'équipe du Samu social – afin de comptabiliser, chaque nuit, les places occupées et libres. Dans la manière dont ils interagissent avec les « usagers » qui se présentent pour dormir, les surveillants de nuit se montrent souvent intraitables, froids et catégoriques, comme pour mieux asseoir l'autorité qu'ils ont sur leur lieu d'exercice et son fonctionnement interne. Ils s'adressent généralement aux demandeurs de façon directive et ont tendance à ne pas tenir compte de leurs préférences personnelles, comme en témoigne cette scène où Brad (27 ans) se fait sévèrement réprimander alors qu'il demande à obtenir la même chambre que celle obtenue la veille (voir figure 1, exemple 6) :

Il est 20 h 30. Les portes du foyer de mise à l'abri vont ouvrir alors qu'un groupe d'une dizaine de sans-abri s'est constitué devant l'entrée. Certains sont habitués au lieu : ils s'y rendent plusieurs fois par semaine et en connaissent le fonctionnement. D'autres, comme Brad, viennent de se retrouver sans logement – il vient de sortir de prison – et apprennent, avec plus ou moins de malheur, les règles de fonctionnement du foyer. Le tour de Brad vient après que les surveillants de nuit ont fouillé les sacs des uns et des autres. Alors que Brad reste impassible quand le veilleur de nuit enfle ses gants, palpe son corps et vide son sac devant ses

8. Il s'agit de dispositifs qui assurent un hébergement uniquement pour la nuit, accessibles par le 115 ou par le Samu social.

yeux, il ne peut s'empêcher de demander à avoir la même chambre que la veille. Mais il s'expose à l'autorité des surveillants, avec lesquels il semble impossible de négocier : « Ici, c'est moi qui décide ! Tu vas pas faire la loi. Ce soir, c'est chambre 22, ça change tous les soirs, c'est comme ça ! » (surveillant de nuit, journal de bord du 8 décembre 2017)

Au passage, soulignons que le tutoiement ne peut être vu comme une marque de personnalisation dans la mesure où les deux protagonistes ne se connaissent pas, mais bien plus, au contraire, comme une marque d'autorité symbolique cautionnée et renforcée par l'autorité légale du registre bureaucratique pouvant mener jusqu'à la déshumanisation des éphémères résidents. Toujours est-il que la cohabitation s'en trouve contrariée, voire différée, allant parfois jusqu'à être avortée quand la situation dégénère entre un « usager » et un surveillant.

DES AGENTS DE RÉGULATION DE L'ORDRE PUBLIC RÉPRESSIFS, MAIS PRÊTS À NÉGOCIER

Les derniers cohabitants qu'il nous a été donné d'observer en situation de cohabitation avec les gars de la rue sont, sans surprise, les agents de régulation de l'ordre public : polices municipale, nationale et ferroviaire, surveillants de parking et vigiles d'enseignes commerciales. Comme attendu, le registre d'appréhension de l'autre démunie qui s'impose en l'espèce est de nature répressive, sécuritaire et hostile. Au-delà des aspects juridiques extérieurs aux situations de cohabitation cautionnant expulsions de squat, amendes et autres arrestations (Bellot et Sylvestre, 2017), c'est le plus souvent dans les interactions entre agents de l'ordre et gars de la rue que s'observent des registres de considération d'autrui synonymes de déshumanisation, laquelle tend à devenir inhérente à l'approche répressive et sécuritaire dès lors qu'elle se durcit.

Nous n'avons pas comptabilisé le nombre de fois où nous nous sommes fait chasser d'un espace public, notamment aux abords de la gare et devant un supermarché où se réunissent régulièrement nos informateurs. Ces évictions, à l'origine de déplacements successifs des sans-abri, se répètent selon les types d'agents de sécurité rencontrés et leur périmètre d'action :

La police ferroviaire fait sortir un groupe du hall de la gare après avoir réveillé Harrison (41 ans) à l'aide de petits coups de pied. La police municipale nous contrôle ensuite à la sortie du hall, pour nous imposer « d'aller plus loin ». Au sein de la place de la République où nous nous asseyons ensuite [voir figure 1, exemple 7], la police nationale passe contrôler nos identités avant de nous disperser, non sans quelques remarques avilissantes... Le soir même, après la distribution du repas, c'est le vigile du supermarché devant lequel nous nous tenons qui vient à notre rencontre pour nous demander de « déguerpir » [voir figure 1, exemple 8], sans quoi il appelle la police... « À chaque fois qu'on se pose quelque part, on se fait virer, mais ils veulent qu'on aille où ? Il faut bien qu'on existe, qu'on soit quelque part... On trouve toujours de toute façon ! » nous dit alors Harrison. (journal de bord du 15 février 2018)

Il semble que les rapports entre gars de la rue et agents de l'ordre public ne soient jamais empreints de marques de personnalisation, sauf quand elles se déclinent négativement. C'est le cas lorsqu'un agent de police nationale s'adresse à Joey (41 ans) lors d'un contrôle du groupe de la place Maginot : « Toi, on te connaît, hein ! C'est toujours les mêmes ici de toute façon ! Alors, tiens-toi à carreau ! » Le plus souvent, il s'agit de rapports des plus impersonnels et autoritaires, comme Didier Fassin (2011) les a décrits à propos des « forces de l'ordre ». C'est le registre répressif et sécuritaire qui s'exprime sans vergogne et tend ainsi à dépersonnaliser les personnes démunies : la cohabitation s'avère donc non seulement tourmentée, mais également agressive et maltraitante. Les stigmatisations sont d'autant plus ressenties, et sources de conflits, quand la police municipale contraint les gars de la rue à vider leurs bouteilles de boissons alcoolisées lorsqu'ils font la manche le soir, alors que des étudiants passent sur le trottoir avec leur gobelet de bière à la main... Cela rappelle combien, dans son application, la loi sert parfois davantage à interdire des publics qu'à interdire des pratiques (Rullac, 2008).

Il arrive cependant aux agents de régulation de l'ordre public de « fermer les yeux » sur certains rassemblements ou certaines pratiques propres à nos informateurs. C'est le cas quand ils circulent à pied ou en voiture près du groupe de la place de la République, scrutent les visages, les boissons et les chiens, puis poursuivent leur ronde... À ce moment, ils adoptent un format de considération de l'autre fait de suspicion et donnent du corps, ce faisant, à une cohabitation distanciée, furtive et menaçante, dans le sens où il s'agit aussi d'un procédé d'intimidation destiné à faire que les gars de la rue se déplacent sans avoir à les contrôler.

Par ailleurs, c'est certainement à travers l'exemple des surveillants de parking que nous pouvons le mieux mettre en évidence la pluralité des registres d'appréhension et des formes de cohabitation caractéristiques des agents de régulation de l'ordre public. Comme pressenti, les surveillants de parking s'inscrivent indubitablement dans le registre répressif et sécuritaire quand ils évincent des sans-abri dormant au sein des infrastructures souterraines. Pour autant, ils se montrent également capables de mobiliser d'autres registres empruntant davantage à la tolérance et à la personnalisation des rapports ici en jeu. Même si cela n'est pas toujours la règle – des surveillants de parking étant parfois très malveillants envers les sans-abri qu'ils rencontrent, comme nous l'avons entendu lors d'une réunion rassemblant les agents des parkings et les professionnels du Samu social⁹ –, il n'en demeure pas moins que certains sans-abri parviennent à négocier leur présence auprès des surveillants, notamment

9. Sur demande de l'entreprise gestionnaire des parkings, les surveillants avaient sollicité le service d'urgence sociale pour lui demander de « nettoyer » les parkings. Notons qu'un tel procédé de détournement du Samu social a déjà été identifié par Daniel Céfai et Édouard Gardella (2011).

en développant un lien plus personnalisé et en assurant l'entretien des lieux ainsi qu'en respectant les horaires¹⁰. Comme Rico (55 ans), Jeff (38 ans) explique qu'il a sympathisé avec un surveillant qui le laisse dormir « au -3 » sans toucher à ses affaires. En contrepartie, il doit quitter les lieux tôt le matin et n'y revenir que tard le soir, tout en ne dégradant pas « sa » cage d'escalier (voir figure 1, exemple 9). Ici encore, nous le voyons, le registre personnel, aussi tenu soit-il, ouvre la voie à une solidarité certes fragile et évanescence, mais support d'une cohabitation négociée qui, si elle peut être un presque rien pour un observateur extérieur, se révèle un presque tout pour Jeff, car il s'agit enfin de se reposer et de dormir « au chaud » en étant affranchi de tout encadrement institutionnel.

Même si ce n'est pas l'objet de notre article, comment ne pas souligner que les situations de cohabitation ne peuvent être analysées comme des entités *sui generis* – ce qui reviendrait à tomber dans le piège du « situationnisme rampant » (Goffman, 1988, p. 186-187). En effet, les modalités de gestion de l'ordre public s'avèrent, dans une plus ou moins large mesure, dépendantes des politiques locales de la ville qui entendent encadrer les agents de régulation de l'ordre public et, partant, les gars de la rue. Dès lors, il faut tenir compte de l'importance que revêt l'aménagement dissuasif de l'espace (Terrolle, 2004) et des dispositifs anti-SDF participant de la « gestion sécuritaire » de la « question SDF » (Damon, 2012). C'est donc aussi à une cohabitation informée par la *gestion politique* des surnuméraires de la ville qu'on a affaire, c'est-à-dire des « indésirables », de ceux qui sont parfois perçus comme étant « en trop ».

CONCLUSION

Loin des discours convenus sur les SDF et autres « errants », c'est bien l'épaisseur et la signification des paroles et des attitudes les plus ordinaires que nous avons voulu saisir à partir de l'analyse de multiples situations de cohabitation entre sans-abri et diverses figures de la vie urbaine. Car dans les mots et les postures corporelles les plus anodines se jouent des formats identificatoires des plus importants, avec en filigrane l'émergence et la (dé)stabilisation de formes de cohabitation. L'observation ethnographique des moments de cohabitation révèle que les inévitables cohabitants des sans-abri témoignent à leur égard de formats de considération qui ne sont pas toujours univoques, loin s'en faut parfois, quand bien même certains tendent à s'imposer sans toutefois annihiler des appréhensions potentielles différentes de l'autre démuné.

Les cadres de désignation de cette figure de l'altérité radicale qu'incarne le sans-abri ou le SDF se déclinent à travers de multiples situations concrètes

10. Cette tolérance est toujours susceptible d'être remise en question par un autre agent.

renvoyant à divers espaces (gare, parkings souterrains, places, foyers d'hébergement...), à plusieurs temporalités (temps court d'une insulte ou d'une altercation, temps plus long d'une écoute personnalisée...) et, sur un plan plus strictement relationnel comme on l'a vu, à de multiples acteurs qui sont, de fait, amenés à cohabiter avec les gens de la rue, et ce, en raison même de la localisation de leur lieu de résidence, de leur travail et/ou de leurs missions. C'est dans ce cadre qu'ils côtoient nécessairement cette figure saillante de l'étrangeté, au sens de Georg Simmel (2004), à la fois proche physiquement et éloignée socialement, à la fois dans la ville et hors de la ville. Plus largement, l'observation fine de la dimension strictement relationnelle des rapports entre gars de la rue et divers acteurs de la vie urbaine permet d'aborder, par ricochet, non seulement les dimensions spatiales et temporelles, mais également politiques et morales des cohabitations ici en jeu.

Ceci étant précisé, il faut également compter avec l'hétérogénéité des personnes sans abri et l'incidence de leurs caractéristiques individuelles sur l'émergence des formes de cohabitation. Être un homme ou une femme, être perçu comme jeune ou vieux, consommer de l'alcool et/ou des drogues ou posséder un chien sont en effet autant de facteurs qui participent, d'une façon ou d'une autre, aux situations de cohabitation observées. Nous l'avons vu avec l'exemple de Christophe, dont l'âge avancé suscite l'attention des commerçants qui s'enquêtent notamment de sa santé. Et puis l'hypothèse selon laquelle les (rares) femmes sans domicile suscitent plus de sympathie que leurs homologues masculins ne doit pas être oubliée, ces dernières étant effectivement plus vulnérables que les hommes dans le monde de la rue (Marpsat, 1999).

Parce que les déclinaisons concrètes des formes de cohabitation se font, au quotidien, par un mouvement ininterrompu de séquences sans que tout un chacun y prête attention, et donc sans que l'on en ait conscience en tant que telles, il apparaît nécessaire de les suivre de très près pour les rendre visibles. Dès lors, on comprend que de telles formes de cohabitation, aussi bien dans leur pérennité que dans leur fugacité, se distribuent selon de multiples continuums qui sont autant de couples de tensions analytiques : solidaire/sécuritaire, pacifié/agressif, constructif/avorté, personnel/catégoriel, serein/maltraitant, accordé/contrarié, hospitalier/hostile, négocié/administré... Les situations de cohabitation sont sans cesse traversées par ces tensions : ici la mansuétude peut se conjuguer avec la fermeté, là l'empathie avec l'indifférence, ailleurs la sympathie avec le mépris. Comment ne pas souligner, enfin, que ces tensions revêtent sûrement une portée plus générale tant les relations en milieu urbain mettent en jeu une multiplicité d'acteurs amenés de fait à *cohabiter*.

BIBLIOGRAPHIE

- AUTÈS Michel, 1999, *Les paradoxes du travail social*, Paris, Dunod.
- BEAUCHEZ Jérôme, BOUILLON Florence, ZENÉIDI Djemila éd., 2017, numéro thématique « Zone : l'espace d'une vie en marge », *Espaces et sociétés*, n° 171.
- BELLOT Céline, SYLVESTRE Marie-Ève, 2017, « La judiciarisation de l'itinérance à Montréal : les dérives sécuritaires de la gestion pénale de la pauvreté », *Revue générale de droit*, vol. 47, p. 11-44.
- BENFORD Robert D., SNOW David A., 2000, « Framing processes and social movements: An overview and assessment », *Annual Review of Sociology*, n° 26, p. 611-639.
- BESOZZI Thibaut, 2021, « Quand l'avenir est derrière soi : routinisation et formes d'adaptation de sans-abri vieillissants », *Retraite et société*, n° 85, p. 83-105.
- BIZEUL Daniel, 2006, « Les ressorts psychologiques sont-ils des faits ? », in Patrick Paillé éd., *La méthodologie qualitative. Postures de recherche et travail de terrain*, Paris, Armand Colin, p. 63-83.
- BRUNETAUX Patrick, LANZARINI Corinne, 1998, « Les entretiens informels », *Sociétés contemporaines*, n° 30, p. 157-180.
- CÉFAÏ Daniel, 2003, *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte.
- éd., 2010, *L'engagement ethnographique*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- CÉFAÏ Daniel, GARDELLA Édouard, 2011, *L'urgence sociale en action. Ethnographie du Samusocial de Paris*, Paris, La Découverte.
- CONEIN Bernard, 2005, *Les sens sociaux. Trois essais de sociologie cognitive*, Paris, Économica.
- DAMON Julien, 2012, *La question SDF*, Paris, Puf.
- DEWEY John, 1993 [1938], *Logique. La théorie de l'enquête*, trad. Gérard Deledalle, Paris, Puf.
- FASSIN Didier, 2011, *La force de l'ordre. Une anthropologie de la police des quartiers*, Paris, Le Seuil.
- GABORIAU Patrick, 1993, *Clochard. L'univers d'un groupe de sans-abri parisiens*, Paris, Julliard.
- GOFFMAN Erving, 1988, « L'ordre de l'interaction », in Yves Winkin éd., *Des moments et leurs hommes*, Paris, Le Seuil - Édition de Minuit, p. 186-230.
- 1991 [1974], *Les cadres de l'expérience*, trad. Isaac Joseph, Michelle Dartevelle, Pascale Joseph, Paris, Éditions de Minuit.
- 2013 [1963], *Comment se conduire dans les lieux publics. Notes sur l'organisation sociale des rassemblements*, trad. Daniel Cefaï, Paris, Économica.
- HANNERZ Ulf, 1983 [1980], *Explorer la ville*, trad. Isaac Joseph, Paris, Éditions de Minuit.
- JOSEPH Isaac, 1998, *La ville sans qualités*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube.
- LEROUX Pierre, NEVEU Érik éd., 2017, *En immersion. Pratiques intensives du terrain en journalisme, littérature et sciences sociales*, Rennes, PUR.
- LUSSAULT Michel, 2009, *De la lutte des classes à la lutte des places*, Paris, Grasset.
- MARCHAL Hervé, 2013, « Les conditions d'une totalisation éthique de l'autre », *Revue du MAUSS*, n° 41, p. 265-281.

- MARPSAT Maryse, 1999, « Un avantage sous contrainte : le risque moindre pour les femmes de se trouver sans abri », *Population*, n° 6, p. 885-932.
- PICHON Pascale, 1992, « La manche, une activité routinière. Manières de faire », *Les annales de la recherche urbaine*, n° 57-58, p. 147-157.
- REMY Jean (avec BLANC Maurice *et al.*), 2020, *La transaction sociale. Un outil pour penser et dénouer la complexité de la vie en société*, Toulouse, érès.
- RULLAC Stéphane, 2008, *Le péril SDF. Assister et punir*, Paris, L'Harmattan.
- SIMMEL Georg, 2004 [1908], « Digressions sur l'étranger », in Yves Grafmeyer, Isaac Joseph éd., *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Flammarion, p. 53-59.
- TERROLLE Daniel, 2004, « La ville dissuasive : l'envers de la solidarité avec les SDF », *Espaces et sociétés*, n° 116-117, p. 143-157.